



NATO  
|  
OTAN

N° 72

édition 4  
2005

# Science, Société, Sécurité info

Comité scientifique

Comité sur les défis de la société moderne

OTAN

[www.otan.nato.int/science](http://www.otan.nato.int/science)

[www.otan.nato.int/ccms](http://www.otan.nato.int/ccms)

## Programme pour la sécurité via la science : le point après deux ans

Depuis le lancement du programme OTAN pour la sécurité via la science (STS), début 2004, la collaboration qui s'exerce sous son égide est axée sur le thème de la sécurité et sert ainsi les priorités qui sont celles de l'Alliance dans le contexte de sécurité actuel, ainsi que le montrent les activités qui ont eu lieu à l'automne 2005. Le 18 octobre s'est tenu le premier Forum science et sécurité, dont l'objet était de réfléchir à la manière dont le programme peut proposer des solutions susceptibles d'aider l'OTAN à répondre aux questions de sécurité qui la concernent. Le Forum a été suivi, les 19 et 20 octobre, des réunions du Comité scientifique dans ses différentes configurations : pays de l'Alliance, Conseil OTAN-Russie et Conseil de partenariat euro-atlantique. Le 20 octobre, en marge d'une visite du Conseil de l'Atlantique Nord en Ukraine, un groupe d'ambassadeurs de pays de l'OTAN s'est rendu au Centre scientifique national de Kharkiv où leur a été présenté un projet

de la paix » qui porte sur la construction d'un nouveau type d'appareil de radiographie à usage médical. Par ailleurs, le programme STS et la Conférence des directeurs nationaux des armements de l'OTAN se sont associés pour organiser une série d'ateliers. Récemment, l'un de ces ateliers conjoints, consacré aux technologies de détection applicables à la lutte contre le terrorisme ADM, a montré en quoi le programme pour la sécurité via la science peut contribuer à l'action de l'OTAN en matière de lutte contre le terrorisme. Lors d'un séminaire tenu en Allemagne, il a été question de sécurité environnementale dans le contexte des politiques de conversion. Enfin, au cours d'un séminaire sur la coopération entre l'OTAN et l'Algérie organisé à Alger le 8 novembre, la coopération scientifique a été mise en exergue par le Ministre algérien des affaires étrangères, M. Mohamed Bedjaoui, comme un élément important de la relation entre l'OTAN et son pays.



# Réunions du Comité scientifique

## à Bruxelles

⇒ Le Comité scientifique s'est réuni au siège de l'OTAN les 19 et 20 octobre 2005 dans ses différentes configurations : pays de l'Alliance seulement, Conseil OTAN-Russie (COR) et Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA) (avec les pays partenaires).

En configuration Alliance, le Comité a entamé ses débats par l'examen des résultats du premier Forum science et sécurité, qui avait eu lieu au siège de l'OTAN le 18 octobre (voir l'article consacré à ce sujet dans le présent bulletin). Trois grands points étaient à l'ordre du jour de la réunion : un rapport du Groupe de travail conjoint sur la restructuration du Comité scientifique et du Comité sur les défis de la société moderne (CDSM), l'état d'avancement et l'orientation future du projet « Route de la soie virtuelle » (projet de constitution de réseaux informatiques et de connexion à l'Internet mené dans les pays du Caucase et de l'Asie centrale) et les activités associant d'autres organisations internationales. S'agissant du premier point, le Comité scientifique a souscrit à l'approche générale préconisée, qui prévoit une nouvelle structure. Des discussions supplémentaires devront avoir lieu avant que le mandat du nouveau comité ne puisse être rédigé. Ensuite, le

Président du bureau « Soie », M. Peter Kirstein, a fait un exposé qui a orienté le débat vers l'état d'avancement et les perspectives d'avenir du projet « Route de la Soie virtuelle ». Il a été décidé de lancer, avec l'aide de l'Agence des C3 de l'OTAN (consultation, commandement et contrôle), un appel d'offres pour la prestation de services satellite.

Le Comité scientifique a également entendu avec intérêt un exposé de M. Jean-Marie Cadiou, Directeur de l'Institut de l'UE pour la protection et la sécurité des citoyens, sur les activités de cet organisme, qui fait partie du Centre commun de recherche de l'UE (CCR). Le CCR fonctionne comme un centre de référence scientifique et technologique pour l'UE et l'Institut en question soutient l'élaboration des politiques de l'UE, en particulier les politiques en rapport avec la sécurité (comme la lutte contre la fraude), par des recherches axées sur les systèmes. Les membres du Comité

scientifique ont traité avec M. Cadiou de questions d'intérêt commun et ont décidé de maintenir les contacts avec l'UE. Le Comité a par ailleurs pris la décision de principe d'apporter son soutien à une initiative de la Fondation européenne de la science (ESF) et de l'Association internationale pour la promotion de la coopération avec les scientifiques des Nouveaux États indépendants de l'ancienne Union soviétique (INTAS) concernant l'organisation d'une série d'ateliers et d'une conférence de clôture sur la dynamique humaine et sociale. Les participants à cette initiative dénommée SAFE, qui vise à promouvoir un cadre de recherche pour la sécurité, tenteront de déterminer comment les sciences humaines et sociales peuvent contribuer à la recherche en matière de sécurité. L'examen des activités associant d'autres organisations internationales s'est terminé par un exposé de la Division Diplomatie publique (PDD) sur l'avancement de l'Initiative Environne-

## LES PLUS HAUTES TOURS



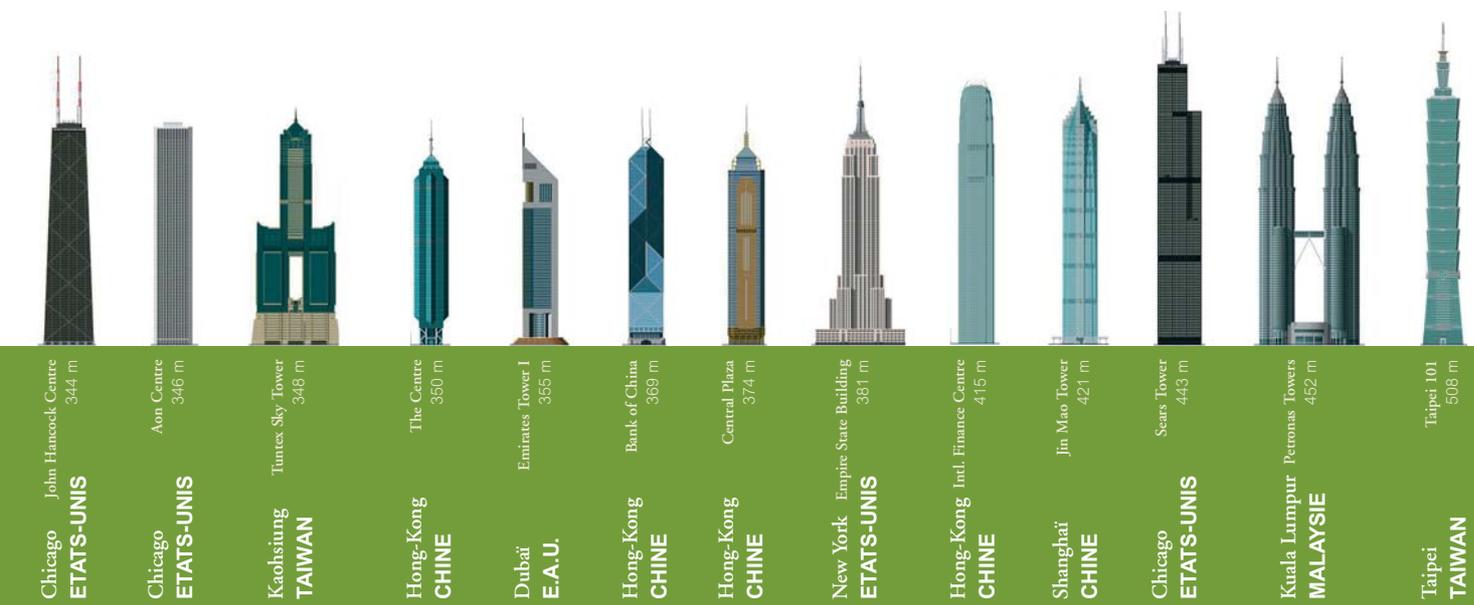
ment et sécurité (ENVSEC). Dans le cadre de cette initiative, l'OTAN, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) offrent une assistance aux pays de l'Europe du Sud-Est, du Caucase et de l'Asie centrale par le biais de projets portant sur des questions environnementales susceptibles de menacer la sécurité régionale. Le Comité scientifique a envisagé de contribuer financièrement, par l'intermédiaire du programme STS, à l'extension de l'initiative au Bélarus, à la Moldova et à l'Ukraine. Cette perspective d'élargissement a été examinée par les responsables de l'ENVSEC le 27 septembre 2005.

Le Comité scientifique en configuration CPEA a entendu un exposé de la PDD sur le mécanisme de bourse de réintégration, sur le travail de la Commission

Dynamique humaine et sociale et sur la Commission Sécurité de l'information et des communications. Les pays alliés et partenaires ont été invités à rechercher de nouvelles possibilités de coopération dans ces domaines. Les représentants de la Moldova et de l'Ukraine ont présenté les thèmes de propositions de projet concrètes. Ainsi, l'Ukraine a proposé un projet intitulé « Sécurité alimentaire : alignement des pratiques ukrainiennes sur les pratiques internationales ». Ensuite, la PDD a fait des exposés sur la « Route de la Soie virtuelle », l'Initiative ENVSEC et le projet relatif à la conversion du Melanj. Ce projet, qui bénéficie du soutien financier du programme STS, vise la mise au point et la construction d'une installation mobile servant à démontrer la technologie de conversion du Melanj, substance nuisible à l'environnement utilisée autrefois par les pays de l'ancien Pacte de Varsovie comme comburant dans les propergols.

Pour commencer sa réunion, le Comité scientifique du COR a passé en revue les activités menées dans le cadre de son plan d'action pour 2005-2006 puis a examiné les activités de ses groupes de travail sur la détection des explosifs, les conséquences psychologiques et sociologiques du terrorisme et la cyber-sécurité. Le professeur Igor Kirillov (Fédération de Russie) a présenté de nouveaux éléments concernant le projet dont il est le co-auteur, avec le professeur Hans Pasman (Pays-Bas), intitulé « Analyse des risques de collision d'aéronefs avec des bâtiments de grande hauteur ». MM. Kirillov et Pasman ont soumis une demande de subvention, actuellement à l'examen par la Commission Chimie/biologie/physique, pour cette activité conforme à l'approche descendante.

Le Comité scientifique reviendra sur ces points à sa prochaine réunion, les 9 et 10 mars 2006 au siège de l'OTAN.



# Étude du lien entre la politique de conversion et la sécurité environnementale



⇒ Bien que la fin de la guerre froide ait ouvert la voie à un processus important de démantèlement et de conversion, les vestiges de ce processus - tels que les installations et les zones d'entraînement militaires abandonnées ainsi que d'énormes quantités de munitions et de matériel inutilisables - représentent toujours une grave menace pour l'environnement des pays de l'OTAN comme des pays partenaires.



Stocks de mines terrestres démontées pour être recyclées à Kragujevac en Serbie-et-Monténégro

Afin d'approfondir cette question, un séminaire de recherche avancée (ARW) intitulé « Sécurité environnementale et sûreté publique - Problèmes et besoins en matière de politique et de recherche après 15 années de conversion en Europe centrale et orientale » a été organisé à Cottbus (Allemagne) du 8 au 12 octobre 2005. Ce séminaire était codirigé par le professeur Wolfgang Spyra de l'Université de technologie du Brandebourg à Cottbus, et par le professeur Kirill Babievskiy, de l'Académie des sciences à Moscou (Russie).

Au delà de l'examen des questions de sécurité environnementale liées aux orientations et à la recherche dans le domaine de la conversion, de la confrontation des expériences et d'un bilan de ce processus dans les pays

représentés à la réunion, il s'agissait d'aboutir à la définition, pour les dix prochaines années, d'objectifs concernant les orientations et la recherche et de cibles à atteindre en matière de conversion.

L'atelier a permis d'aborder certains aspects qui posent généralement problème lors de la conversion : les anciennes zones d'entraînement militaire, les anciennes installations militaires (casernes, aérodromes, installations portuaires, dépôts), les anciens champs de bataille, les stocks d'explosifs et de munitions démantelés, et les stocks de matériel démantelé (tel que les véhicules, avions et navires). Chaque site, chaque stock de munitions ou de matériel pose des problèmes spécifiques de sécurité environnementale et de sûreté publique. Ainsi, le développe-

ment économique peut être freiné dans des régions où les garnisons avaient longtemps soutenu l'économie civile. De même, les munitions non explosées et les explosifs et munitions non surveillés peuvent représenter une menace pour la sûreté publique. Enfin, la conversion peut également soulever les questions suivantes : réutilisation des anciens sites et structures militaires, mise au point de technologies de recyclage des munitions, explosifs et matériel excédentaires répondant aux normes relatives à la sécurité et à l'environnement, et protection de la biodiversité sur les anciens terrains d'entraînement militaire. Les activités de conversion se heurtent à des difficultés particulières en zone urbaine en raison de la proximité de lieux habités.

La réhabilitation de ces zones en vue d'un usage civil est extrêmement coûteuse et n'est généralement pas possible à court et moyen terme. C'est pourquoi il conviendrait de considérer comme prioritaire la mise au point de nouvelles méthodes d'évaluation des risques découlant de la non-réhabilitation. Dans le contexte de cet ARW, il a été question de l'étude et de l'évaluation des projets de conversion sur le plan des coûts, des avantages et de la législation. Dans certaines zones, une utilisation s'étant étalée sur des décennies a entraîné des fuites d'agents contaminants dans le milieu ambiant. La collecte de données au fil du temps a permis aux experts de déterminer la position actuelle de ces contaminants. C'est sur ces connaissances que se fonde la planification et l'exécution des mesures de conversion, qui ont pour but d'éliminer les dangers pour la population et la nature, et de

restituer ces zones à un usage civil de telle sorte qu'elles puissent servir les intérêts économiques de la société. Ce séminaire a également mis en évidence la diversité des problèmes que pose la conversion en Europe, en raison des différences non seulement de contexte historique, mais également de contexte social.

La conversion est actuellement un sujet traité surtout au niveau des régions ou des États, et les fonds octroyés par les gouvernements et les organisations internationales ont considérablement diminué. Ainsi, l'Union européenne a mis fin à son programme « KONVER », destiné à financer les projets de conversion de 1994 à 1997, sans qu'un autre programme en prenne la suite. C'est pourquoi ce séminaire avait pour but de replacer la conversion au rang des thèmes de discussion et de coopération internationales. Les principaux intervenants et les organisateurs du séminaire ont élaboré un livre vert contenant les résultats des débats en vue d'une sensibilisation accrue à cette question au niveau international. Le thème de la démilitarisation et de la conversion dans les zones du monde sortant d'un conflit armé pourrait faire l'objet d'une activité de suivi.



Démontage de mines terrestres à Donetsk (Ukraine)

## Editorial

Au cours des dernières années, les programmes scientifique et environnemental de l'OTAN ont été parmi les principaux instruments de diplomatie publique dans les relations de l'Organisation avec les pays partenaires, en particulier dans le Caucase et en Asie centrale. Nos partenaires dans les pays du Dialogue méditerranéen et de l'ICI voient eux aussi dans ces programmes un vecteur clé de la coopération, dont ils peuvent retirer des avantages concrets. C'est ce que démontre clairement le présent bulletin.

Le personnel de l'OTAN s'emploiera en 2006 à mettre davantage en exergue les projets scientifiques et environnementaux de l'Organisation en les présentant plus explicitement comme des outils de diplomatie publique, notamment grâce à des visites à l'étranger, des conférences de presse, des interviews et des publications. On peut citer plusieurs projets revêtant une importance et une utilité particulières pour les pays partenaires, par exemple :

- ⇒ les initiatives de constitution de réseaux informatiques, notamment le projet «Route de la soie virtuelle», susceptible de s'étendre au contenu, à la formation, et à l'enseignement à distance ;
- ⇒ les bourses de réintégration et les cours d'été, qui s'adressent à la nouvelle génération de scientifiques dans les pays partenaires ;
- ⇒ les projets concrets sur des thèmes prioritaires, tels que la détection des explosifs et la gestion de l'eau,



et qui pourront à l'avenir s'étendre aux menaces radiologiques, à la sécurité des frontières, à la conversion du propérol et au trafic de drogue ;

- ⇒ la mise sur pied de réseaux d'experts, qui permettent aux scientifiques d'échanger des informations et de confronter leurs expériences ; on peut envisager que ces réseaux se développent en vue de mieux répondre aux questions de sécurité qui préoccupent l'Alliance et présentent pour les pays partenaires un intérêt particulier.

Comme vous pourrez le constater, ce ne sont pas les idées qui manquent dans notre programme d'activités, et c'est de nouveau une année chargée qui nous attend en 2006. Il faudra par ailleurs mener à bien le projet que nous avons d'établir un nouveau comité réunissant les meilleurs aspects des deux organes existants.

Bonne année à vous !

Jean Fournet

# Première édition

## du Forum science et sécurité



©CUNODC/CMP

En particulier, le Forum science et sécurité a répondu aux objectifs suivants :

- ⇒ jouer un rôle exploratoire ou encore servir d'espace de réflexion en vue du repérage des questions et des sujets tout récents qui présentent un intérêt pour la mission et les objectifs de l'OTAN et qui gagneraient à être étudiés dans le cadre du programme STS ;
- ⇒ définir des thèmes précis se prêtant à la recherche sur la sécurité et solliciter des propositions ;
- ⇒ recevoir des contributions des pays de l'OTAN sur leurs priorités en matière de sécurité ;
- ⇒ veiller à ce que les activités entreprises dans le cadre du programme STS ne profitent pas aux terroristes ;
- ⇒ recenser les thèmes qui se prêteraient à une collaboration avec les Partenaires, par opposition à ceux qui devraient être examinés entre Alliés uniquement, et ceux qui ne pourraient être traités que dans le cadre d'activités classifiées ;
- ⇒ donner l'occasion d'un échange de vues avec les organismes de l'OTAN concernés et servir de catalyseur pour le lancement d'activités communes à plusieurs de ces organismes.

⇒ La première édition du Forum science et sécurité, qui s'est tenue au siège de l'OTAN le 18 octobre 2005, a donné lieu à des discussions stimulantes sur toute une série de sujets. Des représentants des pays alliés et des membres du Secrétariat international de l'OTAN se sont réunis pour explorer diverses questions de sécurité et réfléchir à la manière dont la recherche scientifique peut contribuer à faire naître des solutions et, partant de là, essayer de définir des pistes pour l'avenir du programme OTAN pour la sécurité via la science.

Les débats ont eu lieu entre experts, le Comité scientifique gardant la responsabilité de fixer les grandes orientations. L'allocation d'ouverture du Secrétaire général délégué de l'OTAN, M. l'ambassadeur Alessandro Minuto Rizzo, a été suivie de cinq séances. Au cours de la première d'entre elles, des experts/responsables de haut niveau de trois pays ont exposé de manière informelle leurs priorités nationales en matière de sécurité, en évaluant le rôle que pourrait jouer le programme STS pour y répondre. Lors de la deuxième séance, des experts de la sécurité ont recensé les menaces et défis futurs auxquels les commissions consultatives du programme STS pourraient s'intéresser. La séance suivante était consacrée aux préoccupations majeures des pays du Partenariat et du Dialogue méditerranéen dans le domaine de la sécurité et à un examen de la valeur

ajoutée que peut apporter le programme STS, notamment dans le cadre d'activités menées avec d'autres organisations internationales, et elle a été suivie d'une table ronde où les représentants de tous les organismes et divisions de l'OTAN concernés ont passé en revue les domaines qui se prêteraient bien à une coopération. M. Jean Fournet, Secrétaire général adjoint de l'OTAN pour la diplomatie publique, a conclu les débats en faisant la synthèse des principaux résultats. En favorisant la réflexion sur la manière de mieux cibler le programme STS, cette première édition du Forum science et sécurité a aussi aidé à cerner en quoi le programme peut appuyer l'OTAN dans ses priorités et ses objectifs. Les participants ont proposé que les forums à venir soient chacun consacrés à une question concrète. Une deuxième réunion de ce type sera organisée en 2006.

Il est ressorti de la discussion que les efforts devaient porter sur les questions clés suivantes :

- ⇒ prévisions à long terme (propositions d'études pilotes sur l'impact de la technologie) ;
- ⇒ recherche-développement axée sur la sécurité : définition des priorités en la matière et influence de l'opinion publique ;
- ⇒ partage de l'information : repérage des domaines de coopération ;
- ⇒ recherche sur le terrorisme : activités de coopération spécifiques mettant la science civile au service de la lutte contre le terrorisme, en particulier dans le domaine de la dynamique humaine et sociale ;

- ⇒ information et communications, notamment retombées bénéfiques des initiatives de constitution de réseaux et nécessité de surveiller la « pollution de l'information » sur l'Internet, y compris l'utilisation du réseau par des terroristes ;
- ⇒ États faillits : gouvernance, maintien de l'ordre, création d'emplois, stupéfiants, développement des infrastructures, constitution d'une société civile forte, etc. ;
- ⇒ questions relatives au Comité scientifique : moyens d'améliorer le travail du Comité et des organes de sa sous-structure ;
- ⇒ possibilités de recherche en coopération avec d'autres divisions et organismes de l'OTAN.

# Projet de cyclotron générateur

## de rayons X

⇒ Le 20 octobre, un certain nombre d'ambassadeurs des pays de l'OTAN se sont rendus à Kharkiv, dans l'est de l'Ukraine, où un projet subventionné par le programme « La science au service de la paix » (SfP) est en cours de réalisation. Le cyclotron qui sera mis au point dans le cadre de ce projet produira les rayons X à haute énergie nécessaires pour la formation d'images haute résolution exploitables dans les domaines de la médecine, de la lutte contre les trafics illicites, de la détection des explosifs, de la détection médico-légale et de la sécurité environnementale. L'appareil servira de prototype en vue d'une commercialisation ultérieure mais il sera également utilisé moyennant paiement par des scientifiques étrangers.



Aménagement du sous-sol qui abritera le cyclotron au Centre national de la science de Kharkiv (Ukraine)



Les projets SfP sont des projets de recherche-développement qui visent à aider les pays partenaires à évoluer vers une société fondée sur le savoir et l'économie de marché. Ce projet particulier profite à la ville de Kharkiv dans la mesure où il sert de support de formation à des étudiants et des jeunes chercheurs, où il contribue à la promotion de son centre scientifique et, si tout se passe comme prévu, débouchera sur la production d'instruments de ce type.

Le dispositif en cours de développement sera nettement plus petit que les rares appareils de même puissance qui fonctionnent déjà de par le monde. Alors que les installations existantes sont énormes (d'une circonférence de 776 à 1436 mètres), le nouveau cyclotron fera appel à des technologies évoluées permettant de ramener sa circonférence

à 15 mètres seulement. Cela signifie qu'une telle machine pourrait être installée dans le sous-sol d'un hôpital ordinaire ou d'un centre de recherche. Autre avantage, le rayonnement produit couvrira un large spectre énergétique (20-225 MeV) rendant possible un plus grand nombre d'applications. Le prix total de cette nouvelle machine (inférieur à un million d'euros) et son coût d'exploitation seront sensiblement moins élevés que ceux des machines actuellement fabriquées à travers le monde. Alors qu'un dispositif compact similaire est en cours d'élaboration dans le cadre d'un projet américain, on pense que le modèle ukrainien sera moins coûteux et donc d'un accès plus facile pour les chercheurs en médecine et les prestataires de soins de santé en Europe, en Asie centrale et dans d'autres marchés en développement.

En dehors de ses applications médicales évidentes, le cyclotron pourrait trouver diverses utilisations dans le domaine de la sécurité, par exemple :

- ⇒ lutte contre les trafics illégaux :  
détection de substances spécifiques entrant dans la composition de bombes ;
- ⇒ enquêtes criminelles : détection haute résolution de matières ou de structures (fragments résiduels ou empreintes digitales) ;
- ⇒ sécurité environnementale : détection de la pollution de l'eau.

Le projet a été lancé en 2003. Les travaux théoriques (analyse et conception) sont à présent terminés. L'objectif est de disposer d'un système de qualité pour la fin 2006. En dehors d'une subvention de l'OTAN, l'initiative bénéficie du soutien financier du Ministère ukrainien de l'éducation et de la science.

Le projet est mené conjointement par l'Institut de physique et de technologie de Kharkiv et par le *Stanford Synchrotron Radiation Laboratory* (Californie, États-Unis). L'Université technique de Darmstadt (Allemagne) assure la formation de plusieurs étudiants ukrainiens et a affecté un consultant indépendant au projet. Le laboratoire cyclotron de l'Université d'Eindhoven (Pays-Bas) s'occupe également de la formation et sert d'organisme de référence pour ce qui concerne la technologie laser. Pour d'autres aspects techniques du projet, c'est l'Institut Lebedev de physique de Moscou (Russie) qui joue ce rôle de conseiller.

# Nouvelles du CDSM



Littoral contaminé par un mélange de carburant maritime lourd et de débris à la suite du naufrage d'un navire.

## Atelier du CDSM du COR sur les interventions faisant suite à des déversements d'hydrocarbures

Un atelier sur les interventions faisant suite à des déversements d'hydrocarbures s'est tenu à Moscou les 27 et 28 octobre 2005 au Ministère des ressources naturelles de la Fédération de Russie. Celui-ci s'inscrivait dans le prolongement du tout premier atelier du CDSM du COR, qui s'est tenu à Horten (Norvège) en avril 2004 et était consacré à l'équipement requis pour des interventions faisant suite à des déversements d'hydrocarbures.

L'atelier de Moscou avait pour but de renforcer la collaboration entre la Norvège et la Russie et de permettre un échange de connaissances spécialisées sur les interventions faisant suite à des déversements d'hydrocarbures, principalement dans les zones de climat arctique. Plus de 50 repré-

sentants d'organismes publics et d'établissements de recherche provenant de la Norvège, de la Russie, de la Turquie et des États-Unis y ont assisté, ainsi qu'un représentant du CDSM. Cet atelier de deux jours a permis d'entendre 22 exposés sur l'ensemble des moyens d'intervention publics et privés. L'attention s'est concentrée sur l'analyse de la législation, la planification des interventions d'urgence, la surveillance de l'environnement, les exercices, ainsi que sur l'organisation et les équipements nécessaires à l'élimination des nappes d'hydrocarbure. Lors de la réunion plénière du CDSM en novembre, de nombreux autres pays ont manifesté leur souhait de participer à un atelier de suivi, qui sera organisé au printemps 2006.

## Réunions du CDSM au siège de l'OTAN

La réunion plénière du Comité sur les défis de la société moderne s'est tenue le 17 novembre au siège de l'OTAN. Les débats ont été axés sur des questions de politique générale (notamment les travaux en cours sur la restructuration du Comité scientifique et du CDSM, ainsi que le bilan du Forum science et sécurité, qui a eu lieu le 18 octobre au siège de l'OTAN) et sur la réalisation des objectifs clés du CDSM. À cet égard, le Comité a été informé de l'évolution et des résultats d'activités en cours ou achevées, telles que le projet de courte durée intitulé « Étude d'impact sur l'environnement et gestion du terrain d'entraînement militaire de Krivolak » et le séminaire consacré à la « Construction durable pour l'infrastructure militaire » qui s'est tenu en septembre 2005 en Norvège. L'Allemagne a proposé au CDSM une activité destinée à faire suite à l'atelier sur la biodiversité qui a eu lieu en juin 2005 à Bakou (Azerbaïdjan). Le thème proposé pour cette réunion de suivi, dont il sera question en Azerbaïdjan début 2006, est « la protection de la biodiversité en tant que catalyseur du développement régional durable dans les montagnes du Caucase ».

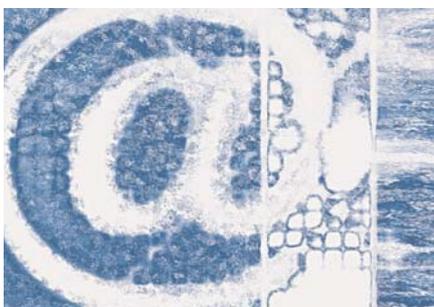
Le CDSM du Conseil OTAN-Russie (COR) s'est réuni le 18 novembre au siège de l'OTAN en présence du Vice-ministre des ressources naturelles de la Fédération de Russie, M. Valentin Stepankov. Les débats ont porté principalement sur la mise en œuvre du plan d'action du CDSM du COR (rapports



concernant l'atelier sur les interventions faisant suite aux déversements d'hydrocarbures et concernant l'état d'avancement du projet de courte durée sur l'écoterrorisme, voir ci-dessous). Le Ministère russe de la défense a mani-

festé son intérêt pour une participation à l'atelier du CDSM sur « les complexes militaires et l'environnement », qui doit se tenir à Vienne en avril 2006 et que M. M. Gijsbers, du Ministère néerlandais de la défense, a présenté au CDSM du COR. À l'invitation des autorités russes, les prochaines réunions du CDSM dans ses configurations COR et Alliance se tiendront à Moscou les 5 et 6 avril 2006.

ronnementales. Des experts participant à ce projet dans le cadre de groupes de travail ont présenté le résultat de leurs activités. Des entreprises privées italiennes intéressées par une participation au projet étaient également représentées. Le professeur V. Vachanov (Fédération de Russie) a présenté un rapport sur l'estimation des dommages qu'un acte terroriste pourrait infliger à l'environnement, et sur l'estimation de leurs incidences économiques. Des représentants du « *Comando Carabinieri per la Tutela dell'Ambiente* » (CCTA, Italie) ont fait un exposé sur leur travail visant à protéger l'environnement contre d'éventuelles attaques terroristes. Un autre exposé portait sur les moyens de faire obstacle à l'agroterrorisme, qui, par le recours à des substances pathogènes et à des toxines, risquerait de mener tout un système de production agricole à l'effondrement financier. La prochaine réunion sur le thème de l'écoterrorisme se tiendra en février 2006.



En savoir plus  
sur le CCMS :  
[www.nato.int](http://www.nato.int)

Vos questions  
sur le CCMS :  
[ccms@hq.nato.int](mailto:ccms@hq.nato.int)

## Réunion sur l'écoterrorisme

La deuxième réunion dans le cadre du projet de courte durée sur le thème de l'écoterrorisme, codirigé par l'Italie et la Russie, s'est tenue au siège de l'OTAN les 27 et 28 septembre 2005. Ce projet a pour objet la création d'une base de données visant à recueillir, organiser et évaluer des informations aisément disponibles et non sensibles en prévision d'un éventuel attentat terroriste contre des ressources envi-

# Bilan de la coopération entre l'OTAN et l'Algérie

⇒ Évoquant les domaines de la science, de l'environnement et de la protection civile, le Ministre algérien des affaires étrangères M. Mohamed Bedjaoui a noté que la coopération entre l'OTAN et l'Algérie dans le cadre du Dialogue méditerranéen avait connu des « débuts prometteurs ». Dans tous ces domaines, a-t-il déclaré, la coopération avec l'OTAN est très bénéfique à l'Algérie, car elle lui donne accès à des connaissances spécialisées ainsi qu'à des technologies de pointe, et lui offre des possibilités de formation et de recherche.



Membres de la garde d'honneur des Forces navales algériennes au garde-à-vous dans le port d'Alger, le 4 décembre 2004, au passage du vaisseau amiral de la Force de lutte contre les mines de la région Sud (MCMFORSOUTH) de l'OTAN, l'ITS Alpino

M. Bedjaoui s'exprimait le 8 novembre 2005 à Alger, à l'occasion de l'ouverture d'un séminaire organisé par la Division Diplomatie publique de l'OTAN et l'Institut national des études et de stratégie globale, qui devait permettre de faire le point sur les relations actuelles entre l'OTAN et l'Algérie et sur leurs perspectives d'avenir. Le Secrétaire général adjoint de l'OTAN pour la diplomatie publique, M. Jean Fournet, est également intervenu lors de la séance d'ouverture de ce séminaire. M. Bedjaoui a estimé que la coopération de l'Algérie avec l'OTAN avait progressé de manière considérable depuis le début de la participation de son pays au Dialogue méditerranéen en mars 2000, et qu'elle contribuait à renforcer la paix, la sécurité et la stabilité dans la région méditerranéenne. Pour cela, il a fallu promouvoir les

volets politique, militaire et civil du Dialogue à travers diverses activités. M. Bedjaoui a également rappelé la participation de l'Algérie à l'opération maritime *Active Endeavour*, menée en Méditerranée afin de détecter, de décourager et de déjouer les activités terroristes, et a évoqué les trois escales effectuées par des navires de l'OTAN dans le port d'Alger en 2002, 2003 et 2004.

Le ministre a souligné l'intérêt qu'avait présenté un séminaire organisé conjointement en mai 2005 par la Division Diplomatie publique de l'OTAN et le Ministère algérien de l'aménagement du territoire et de l'environnement sur le thème de l'amélioration de la sûreté des bâtiments publics dans la région du Maghreb en cas de tremblement de terre. Il avait en effet permis aux experts algé-

riens de s'enrichir de l'expérience de pays de l'OTAN dans le domaine de l'évaluation des risques sismiques. M. Bedjaoui a ainsi salué la collaboration scientifique comme illustrant la relation de coopération « intense et diversifiée » qu'ont établie l'OTAN et l'Algérie. Il a conclu en dressant un bilan positif de l'évolution de cette relation jusqu'à présent.



Garde d'honneur des Forces navales algériennes devant un bâtiment de soutien allemand, le FGS WERRA, vaisseau amiral de la Force de lutte contre les mines de la région Sud de l'OTAN (5 octobre 2003, Alger)

# Maintien de la coopération

## entre le programme pour la sécurité via la science et la Conférence des directeurs nationaux des armements

⇒ Instaurer un dialogue entre pays de l'OTAN sur la politique et les procédures de gestion des réactions et des conséquences dans le domaine de la défense contre les armes de destruction massive (ADM) : tel était l'objectif de l'atelier qui s'est tenu à Varsovie (Pologne) du 14 au 16 septembre 2005, organisé conjointement par le programme pour la sécurité via la science et la Conférence des directeurs nationaux des armements (CDNA) de l'OTAN, avec la participation de représentants des Plans civils d'urgence de l'Organisation.

Cet atelier faisait suite à une réunion tenue en 2002 sur le thème des technologies de détection applicables à la lutte contre le terrorisme ADM, au cours de laquelle les menaces provenant des ADM avaient été définies, et des approches avaient été proposées en matière de technologies et de systèmes permettant de lutter contre ces menaces. On a depuis lors mis en place des plans d'intervention, acquis des équipements et procédé à des entraînements et exercices. L'atelier de Varsovie, organisé par M. Peter J. Stopa de USA RDECOM (Maryland, États-Unis), a permis de revenir sur ce thème et d'examiner les divers aspects des interventions consécutives à un incident ADM.

Cette réunion de trois jours était axée sur la manière d'améliorer la coordination et la coopération entre dirigeants et ressources militaires et civils dans le cas d'un attentat terroriste perpétré au moyen d'ADM. Le débat a commencé par un examen des politiques de l'OTAN en matière de menaces ADM et par un bilan des forces et des faiblesses de l'approche actuelle. Puis a été abordé le thème de la préparation et de la planification des interventions consécutives à un attentat terroriste mettant en jeu des ADM, y compris la surveillance médicale (exemple : surveillance épidémiologique), la préparation du secteur médical (exemple : état de préparation des hôpitaux et stocks de produits pharmaceutiques) et les stratégies actuelles d'intégration des interventions civiles et militaires. Le débat a ensuite porté sur des questions ayant trait à la gestion des crises (commandement et contrôle, relations avec les médias et

prise en charge d'un grand nombre de victimes) ainsi qu'à la gestion des conséquences (y compris la décontamination massive et les traitements médicaux collectifs), l'accent étant mis sur les moyens d'améliorer dans les deux cas l'interopérabilité entre les secteurs civil et militaire. Par ailleurs, des représentants de l'industrie ont présenté des moyens technologiques pouvant servir à la gestion des crises et de leurs conséquences. La remise en état, notamment celle des installations et de l'environnement après un attentat, a également été évoquée. Une brochure verra le jour à la suite de cette réunion, qui présentera un aperçu des politiques de l'OTAN en matière de terrorisme ADM et examinera de quelle manière l'application des technologies peut permettre de mieux répondre aux attaques ADM.

Trois recommandations principales à l'intention de l'OTAN sont ressorties de cet atelier. Tout d'abord, il convient de procéder à un entraînement, une planification et des exercices faisant intervenir à la fois des militaires et des civils afin de renforcer l'efficacité des interventions consécutives à une attaque ADM ou à un autre type d'attaque faisant un grand nombre de victimes. Ensuite, il faudrait que les exigences de l'OTAN tiennent compte aussi bien des besoins militaires que des besoins civils s'agissant de questions liées à ces types d'attaque, afin d'améliorer l'interopérabilité des deux secteurs. Enfin, l'OTAN doit continuer de promouvoir autant que possible la communication entre ces groupes d'intervenants, par exemple en parrainant des ateliers.

Cette réunion s'inscrivait dans le cadre d'une série de cinq ateliers organisés grâce à une coopération entre le programme STS et la CDNA, qui est le principal comité consultatif du Conseil de l'Atlantique Nord pour les questions d'armement.

La défense contre le terrorisme étant à la fois l'un des thèmes de recherche prioritaires du programme STS et le sujet d'une grande initiative de la CDNA, les ateliers (auxquels participeront à la fois des scientifiques et des experts de la CDNA) ont pour but de créer des synergies entre les deux approches. Cette série d'ateliers porte sur les thèmes suivants : détection des explosifs, neutralisation des explosifs et munitions, détection des agents CBRN, capteurs pour la protection des ports, et moyens de renseignement / surveillance / reconnaissance.

L'équipe NBC mesure la qualité de l'air au cours d'un exercice de sauvetage dans la mine de Belo Brdo (Serbie-et-Monténégro) - 2004





## Activités à venir

- ⇒ **ASI intitulé « Gestion des ressources en eau au Moyen-Orient »**  
6-17 février 2006  
Kibboutz Ketoura (Israël)
  
- ⇒ **Forum de l'OTAN sur la sécurité énergétique**  
22-24 février 2006  
Prague (République tchèque)
  
- ⇒ **ARW intitulé « Analyse des risques, des incertitudes et des décisions se rapportant à la sécurité environnementale et aux agents stressants non chimiques »**  
20-25 avril 2006  
Alexandrie (Égypte)
  
- ⇒ **ARW intitulé « Techniques commerciales et précommerciales de détection cellulaire pour la défense contre le bioterrorisme : de l'idée à la mise sur le marché »**  
26-30 avril 2006  
Moscou - Saint-Petersbourg (Russie)

## Un membre d'une commission consultative nommé à de hautes fonctions

⇒ M. Ashok K. Vijh, membre de la commission consultative Chimie/biologie/physique (CBP), a été nommé Président de l'Académie des Sciences de la Société royale du Canada, et à ce titre, est devenu Vice-président de la Société royale du Canada.

L'Académie des sciences compte plus de 1 000 membres, qui représentent l'élite des chercheurs en science, en ingénierie et en médecine. En plus de l'Académie des sciences, la Société royale du Canada se compose de l'Académie des lettres et des sciences humaines ainsi que de l'*Academy of Humanities and Social Sciences*.

M. Vijh possède un doctorat de chimie physique obtenu à l'Université d'Ottawa. Il est maître de recherche à l'Institut de recherche d'Hydro-Québec, et dans le même temps, professeur invité à l'Institut national de la recherche scientifique de l'Université du Québec. Ses recherches lui ont valu une réputation de portée mondiale dans le domaine de l'électrochimie. Sa démarche, caractérisée par l'adoption et l'adaptation de concepts et de méthodologies empruntés à la physique des solides pour les appliquer à la chimie physique, lui a permis de réaliser un très grand nombre de contributions originales et novatrices, parues dans plus de 300 publications revues par un comité de lecture. M. Vijh s'est également vu décerner plus de quarante prix, récompenses, médailles, décorations et autres distinctions de premier plan.



**OTAN**

*Programme pour la sécurité  
via la science  
Programme CDSM*

Division Diplomatie publique  
Boulevard Léopold III  
1110 Bruxelles - Belgique

Contacts : [science@hq.nato.int](mailto:science@hq.nato.int)  
[science.admin@hq.nato.int](mailto:science.admin@hq.nato.int)  
(infos distribution)